

Préambule

Dans le prolongement de l'accord de partenariat signé avec les régions le 28 septembre 2020, qui se traduira dans des contrats de plan État-région (CPER) renouvelés d'une part, dans les Programmes opérationnels européens d'autre part, le Gouvernement souhaite que chaque territoire soit accompagné pour décliner, dans le cadre de ses compétences, un projet de relance et de transition écologique à court, moyen et long terme, sur les domaines qui correspondent à ses besoins et aux objectifs des politiques territorialisées de l'État, dans le cadre d'un projet de territoire.

La transition écologique, le développement économique et la cohésion territoriale constituent des ambitions communes à tous les territoires : elles doivent être traduites de manière transversale et opérationnelle dans la contractualisation, qui est aujourd'hui le mode de relation privilégié entre l'État et les collectivités territoriales, sous la forme de contrats territoriaux de relance et de transition écologique (CRTE). Le Gouvernement poursuit, au travers de ces nouveaux contrats, l'ambition de simplifier et d'unifier les dispositifs de contractualisation existants avec les collectivités.

Article 1 - Objet du contrat et présentation du territoire signataire

1. Objet du contrat

Les contrats de relance et de transition écologique (CRTE) ont pour objectif d'accompagner la relance de l'activité par la réalisation de projets concrets contribuant à la transformation écologique, sociale, culturelle et économique de tous les territoires (urbain et rural, montagne et littoral, métropole et outre-mer).

Les CRTE s'inscrivent :

- Dans le temps court du plan de relance économique et écologique avec des actions concrètes et des projets en maturation ayant un impact important pour la reprise de l'activité dans les territoires ;
- Dans le temps long en forgeant des projets de territoire ayant pour ambition la transition écologique et la cohésion territoriale.

Pour réussir ces grandes transitions, les CRTE s'enrichissent de la participation des forces vives du territoire que sont les entreprises ou leurs représentants, les associations, les habitants.

La circulaire du Premier Ministre n 6231 / SG du 20 novembre 2020 relative à l'élaboration des Contrats Territoriaux de Relance et de Transition Écologique confirme la contractualisation comme le mode de relation privilégié entre l'Etat et les territoires, associés à la territorialisation du plan de relance.

Le CRTE définit un cadre de partenariat et ses modalités de mise en œuvre pour réussir collectivement la transition écologique, économique, sociale et culturelle du territoire Ventoux Sud autour d'actions concrètes qui concourent à la réalisation d'un projet résilient et durable. Ces contrats mobiliseront l'ensemble des moyens d'accompagnement existants au profit des collectivités locales, entreprises et populations des territoires engagés. Sur la base du projet de territoire, les dynamiques des dispositifs contractuels existants seront intégrées et articulées.

Le CRTE permet de concrétiser des actions communes de coopération entre les territoires dont les interactions pour des questions d'emplois, de mobilité, de services, de culture, de loisirs, de tourisme... influencent les projets de territoire.

Le contrat contient l'ensemble des engagements des différents partenaires pour l'ensemble de la période contractuelle 2021-2026 : Etat, opérateurs, collectivités, secteur privé.

2. Présentation du territoire signataire et de ses dispositifs en cours



La Communauté de Communes Ventoux Sud (CCVS) s'étire de l'Est de Carpentras au pied du versant sud du Mont Ventoux. Elle réunit 11 communes : 10 communes vauclusiennes et 1 commune drômoise, réparties sur un territoire, bordé au Nord-Nord-Est par le Mont Ventoux et au Sud-Est par les Monts de Vaucluse, le Plateau d'Albion et le Luberon.

Situé au centre Est du département de Vaucluse, l'EPCI se trouve excentré des principales polarités départementales. Les communes sont ainsi distantes :

- de Carpentras de 10 à 50 km,
- d'Avignon (sa gare TGV et son aéroport et des échangeurs autoroutiers) de 38 à 70 km.

Située en zone de montagne et de plaine, la Communauté de Communes Ventoux Sud (CCVS), est devenue au cours des dernières décennies, un territoire particulièrement attractif pour des populations exogènes qui sont venues s'y implanter. Elle dispose d'une population de 9 392 habitants, soit une densité de population de 23 habitants au km². Située dans le canton de Pernes les Fontaines, elle regroupe les communes suivantes : Aurel, Blauvac, Ferrassières (département de la Drôme), Malemort-du-Comtat, Méthamis, Monieux, Mormoiron, Saint-Christol, Saint-Trinit, Soult et Villes-sur-Auzon., toutes classées en Zone de Revitalisation Rurale et zone Montagne : Aurel, Monieux, , Saint-Christol, Saint-Trinit et Soult.

Le territoire a cependant conservé un fonctionnement encore largement endogène et des caractéristiques rurales et agricoles affirmées.

Le fonctionnement du territoire se caractérise par :

- Un pôle majeur structurant, extérieur au territoire, qui rayonne sur l'ensemble de l'Arc Comtat Ventoux et la Communauté de Communes Ventoux Sud : la ville de Carpentras.
- Un centre secondaire, Soult, qui dispose en son noyau villageois d'une offre commerciale et de services, d'espaces économiques à vocation artisanale, commerciale ou de services, et d'équipements de taille importante. La commune de Soult dispose d'un collège (176 élèves) et d'un hôpital.
- Deux villages moyens, « faux jumeaux », Mormoiron et Villes-sur-Auzon, qui disposent en leur centre d'une offre commerciale et de services ; tous deux développent des zones d'activités économiques. Mormoiron rayonne par son plan d'eau et sa base d'accrobranche, Villes-sur-Auzon est la porte Sud des Gorges de la Nesque.
- Un chapelet de villages de caractère à vocation résidentielle qui disposent (ou pas) de commerces et services et de quelques équipements, mais leur volume reste faible. La vocation résidentielle constitue la principale fonction de ces villages. La part des résidences secondaires y est dominante (58% des villages de moins de 1000 habitants).

Le territoire Ventoux Sud est, en l'état actuel un formidable laboratoire d'idées et de réflexion pour le développement d'une destination dite « secondaire ».

L'originalité, la richesse, la préservation des qualités naturelles, culturelles et paysagères spécifiques de ce territoire, forgent une identité à la fois cohérente et plurielle, un véritable terroir d'exception unique en Provence.

Un territoire naturel d'exception

Dominant la vallée du Rhône (1902 m), offrant une vue dégagée vers les Alpes et la Méditerranée, le Massif du Ventoux impose sa silhouette unique et dessine un paysage exceptionnel, fruit des influences méditerranéennes et montagnardes, qui contribue fortement à l'image de la Provence à travers le monde. Cime dégagée et perpétuellement blanche, forêts denses d'épineux et de hêtres, vallées découpées et combes, vignes et fruitiers en piémont de la montagne composent des paysages naturels et ruraux d'une grande originalité à l'échelle de l'Europe méditerranéenne.

À son contrefort, le plateau de Soult (800 à 1600 m d'altitude moyenne) offre lui aussi, dans la continuité du Mont Ventoux, des paysages fortement associés à l'image de la Provence haut plateau marqué de garrigues, champs de lavandes, champs d'épeautre et de blé dur, espaces pastoraux dégagés, amandiers et bois de chênes pubescents.

Ces caractéristiques paysagères exceptionnelles sont associées à une diversité et une richesse des milieux naturels rares : pelouses calcaires, hêtraies, zones de karst, gorges, forêt de résineux, et une biodiversité exceptionnelle : plus de 1 000 espèces de plantes sur le mont Ventoux et le plateau.

La faune est également remarquable : 120 espèces d'oiseaux nicheurs et rapaces (aigle royal, vautour percnoptère), 28 espèces inscrites au titre des directives européennes Oiseaux ou Habitat, dont la vipère d'Orsini, qui fait l'objet d'un programme européen de protection et gestion (Life Nature).

L'assise du Ventoux dans la circonscription de Sault sur le plateau d'Albion est l'une des plus célèbres zones karstiques de France : trente avens répertoriés dès le 19^{ème} siècle jusqu'à la découverte récente à Saint-Christol de la rivière souterraine d'Albion alimentant la célébrisime résurgence de Fontaine de Vaucluse.

Les mesures d'inventaire et de protection nombreuses sur le territoire témoignent de l'importance du patrimoine naturel :

- six arrêtés de protection de biotope pour la zone centrale du Massif et les gorges de la Nesque,
- deux zones inscrites au réseau Natura 2000 des espaces naturels européens,
- quatorze Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Floristique et Faunistique (ZNIEFF), le site classé des gorges de la Nesque.

Mais la mesure de protection et de gestion la plus prestigieuse est sans doute l'attribution du label « Réserve de biosphère » en 1990, dans le cadre du programme Man and Biosphère de l'UNESCO, qui fait entrer le Ventoux dans le cercle d'excellence des dix Réserves de Biosphère en France. La création de la Réserve permet de disposer de moyens de recherche et de valorisation et focalise l'attention des scientifiques du monde entier sur la richesse du secteur. Ce classement était une première étape pour préserver toutes ces richesses.

En juillet 2020, un décret de création est publié au journal officiel donnant naissance au Parc Naturel Régional du Mont-Ventoux, 56^{ème} Parc naturel régional français. Le programme de conservation, d'étude et de développement du Parc est défini par sa Charte. Un premier chapitre définit l'état d'esprit dans lequel travaille le Parc : un projet de territoire partagé, le second est quant à lui axé sur la protection et la valorisation de nos patrimoines ; un troisième chapitre traite du développement économique durable. Le quatrième et dernier chapitre s'articule autour de la préservation et de la préparation de nos paysages de demain.

Des atouts précieux pour créer une vraie identité et la valoriser

Si le paysage, l'agriculture, et la référence au Ventoux diffèrent d'un point à l'autre du territoire, il existe tout de même des points d'ancrage entre ces va et vient : la Nesque comme épine dorsale, pendant symbolique de la montagne, ainsi que la figure du paysan, qui raconte son territoire, autant façonné par l'homme qu'influant sur sa vie, sans oublier les plaisirs offerts par la terre et son travail, entre lavande et vigne.

Avec des axes de communication aptes à accueillir une population importante, dans ce territoire entouré de sites touristiques forts, Ventoux Sud, qui va avoir à moderniser son offre, peut s'imposer comme une destination visant les nouvelles formes de tourisme autour de la sensibilité nature, médecines douces, slow et sport, qui peut s'étaler sur les quatre saisons...

Dans cette optique elle peut valoriser ses trois plans d'eau, développer l'accueil vélo touristique, actuellement soutenu sur tout le territoire Ventoux, et promouvoir ses événements culturels. Par ailleurs, 2017, la Région Sud Paca a lancé son Schéma Régional de Développement Touristique (SRDT) sur la période 2017-2022 portant sur 8 programmes opérationnels et avec 3 objectifs majeurs :

- Renouveler l'attractivité de la région Sud Provence Alpes Côte d'Azur
- Renforcer la compétitivité du territoire à l'échelon national et international
- Innover

Le programme Smart Destination porte notamment sur le dispositif « Destination Infrarégionales », dont les cibles sont les acteurs d'un territoire suffisamment structuré pour s'inscrire dans une démarche de destinations et de marques de destination (offices de tourisme intercommunaux, collectivités, PNR, associations...).

Son objectif est d'accompagner l'émergence d'une collection de marques infrarégionales adossées aux 3 marques ombrelles pour renforcer l'attractivité et la visibilité de son territoire.

En juin 2018, les EPCI autour du Ventoux (COVE, CCVV, CCVS + Sorgues du Comtat uniquement pour les communes de Pernes et Monteux) ont répondu à l'Appel à Manifestation d'Intérêt et signé une convention quadripartite permettant de collaborer sur une destination Mont Ventoux pour structurer l'offre touristique, porter un projet global pour Mont Ventoux Provence, porter un discours lisible et congruent. Ce groupement de communes, constitué de manière informelle, a souhaité se doter d'une personnalité morale et d'une gouvernance opérationnelle afin de pouvoir demander des subventions et mettre en œuvre le plan d'actions. C'est ainsi que l'Association « Destination Mont Ventoux » a vu le jour pour promouvoir le destination touristique du Mont Ventoux. Elle vise à développer une stratégie partagée en mettant en œuvre des actions communes de promotion, de professionnalisation et de valorisation afin de renforcer l'attractivité touristique du territoire Ventoux, d'amplifier les retombées directes et indirectes générées par l'économie touristique et de positionner la destination Ventoux sur le plan national et international aux côtés de la marque Provence en fédérant l'ensemble des acteurs et socioprofessionnels touristiques autour de cette destination.

Une ambition et une trajectoire :

L'attractivité et la qualité de vie d'un territoire se construisent progressivement, sur la durée, et sur des valeurs et des engagements cohérents. Les projets de la Communauté de Communes revendiquent cette perspective de moyen/long terme. Ils déterminent quelques principes d'aménagement du territoire fixent des orientations générales ayant vocation à donner du sens à l'action politique des élus et à porter leur perception de l'intérêt général.

Une feuille de route pour les six prochaines années : par pragmatisme, certaines actions prioritaires et emblématiques seront réalisées à court terme. D'autres pistes devront être affinées et le cas échéant adaptées aux évolutions du contexte institutionnel et socioéconomique.

Article 2 – Ambition du territoire de la Communauté de Communes Ventoux Sud

Acteur de premier ordre de l'organisation de l'espace de vie inter communautaire, la Communauté de Communes Ventoux Sud s'est positionnée depuis sa création en janvier 2013 comme l'animateur du territoire.

Fil conducteur du projet de territoire de la Communauté de Communes Ventoux Sud, l'attractivité par le développement économique qui allie des objectifs de préservation et de valorisation du patrimoine, s'inscrit dans les stratégies du CRTE en faveur de la cohésion sociale et territoriale, du développement économique durable et de la transition écologique.

Le territoire c'est l'affaire de tous et, dans cette perspective, les enjeux d'accès aux services adaptés aux évolutions et au renouvellement de la population, de développement économique durable et de transition écologique ont été partagés avec les Élus des communes afin d'intégrer leurs projets et de favoriser la complémentarité de l'action publique communale et intercommunale. Au regard de ce contexte, le CRTE constitue une opportunité pour poursuivre la mise en œuvre effective des actions et répondre aux ambitions et attentes du territoire : l'intégration des populations, le soutien aux territoires en difficulté ou dégradés, le renforcement des solidarités et amélioration de la répartition des activités et des services.

Les actions en faveur des services rendus à la population, du développement économique durable du territoire et de l'organisation de l'offre touristique, s'insèrent dans un projet de développement territorial dont les objectifs principaux sont de :

1. Conforter l'attractivité du territoire par le développement des services à la population.

L'accessibilité des services est sensible pour des usagers souvent éloignés. Or les services offerts à la population (éducation, santé, accueil des jeunes enfants...) renforcent l'attractivité du territoire. La cohésion sociale et territoriale s'impose comme une ambition première pour la Communauté de Communes Ventoux Sud. Il apparaît nécessaire de maintenir et d'enrichir les services à la population.

2. Poursuivre la stratégie touristique engagée à l'échelle du projet global aux couleurs d'une destination Ventoux.

La destination Mont-Ventoux, dans une dynamique collective, est engagée pour le développement durable tant sur la question de l'environnement et des enjeux sociaux que sur l'implication pour l'économie locale et la gestion des flux touristiques. Les objectifs stratégiques et les actions envisagées conjuguent toutes les forces du développement culturel et touristique de notre territoire.

3. Innover pour l'environnement et en faveur d'une transition écologique.

L'intégration des enjeux environnementaux constitue un objectif commun aux différents projets portés par la Communauté de Communes Ventoux Sud. Il s'agit de s'adapter et de transformer des menaces telles que le réchauffement climatique, la perte de biodiversité ou la pollution atmosphérique en opportunités de mise en valeur et de développement.

La généralisation du tri à la source des biodéchets est un objectif à atteindre avant le 31 décembre 2023 (Loi de transition énergétique pour la croissance verte [LTECV]). Il faut réduire les déchets produits ainsi que l'élimination et augmenter la valorisation. Afin de mettre en place le tri à la source des déchets alimentaires des ménages il revient à chaque collectivité d'étudier et d'identifier les solutions les plus pertinentes pour trier les déchets alimentaires à la source et s'assurer que ceux-ci pourront être valorisés et non mis en décharge.

4. Soutenir et accompagner une économie agricole, valoriser l'agriculture durable sur l'ensemble du territoire et préserver l'environnement.

L'agriculture est la clé de voûte de l'économie locale, tant par l'espace qu'elle occupe que par les emplois directs et indirects générés. Les paysages ruraux (de vignes, de vergers, de lavandes, de prairies...), façonnés par les pratiques et les savoir-faire agricoles, contribuent à l'identité du territoire et à son attractivité touristique. Les nombreuses productions agricoles bénéficient déjà de reconnaissances qualitatives via des signes de qualité (AOP, AOC, IGP, AB...).

Mais l'avenir des filières agricoles est incertain (seulement 15.5 % d'emplois dans le secteur de l'agriculture sur notre territoire), la Communauté de Communes Ventoux Sud souhaite, pour développer son territoire, valoriser le patrimoine rural et le lien social.

5. Valoriser l'ensemble des patrimoines vecteurs d'attractivité et du cadre de vie quotidien.

La valorisation, la restauration et la préservation du petit patrimoine, témoin du passé, fondent l'identité du territoire et reflètent le savoir-faire des anciennes générations. Les secteurs de la culture, du patrimoine et du sport constituent des filières économiques qu'il s'agira de structurer, au même titre que le secteur des services à la personne. Ces secteurs contribuent à la qualité de vie et à l'image du territoire et participent donc de son attractivité économique et notamment touristique.

Le choix délibéré d'un développement territorial durable, fondé sur la valorisation des richesses locales, s'intègre dans une démarche plus globale de renforcement des politiques actuelles en faveur de la préservation des patrimoines naturels, culturels ou paysagers.

Article 3 – Les orientations stratégiques

Le présent contrat fixe les orientations stratégiques en s'appuyant sur le projet de territoire.

• Orientation 1 : Conforter la qualité de vie sur l'ensemble du territoire.

L'attractivité résidentielle sur le territoire passe par l'accès aux services dans les villages, le dynamisme du tissu associatif et une offre de service quantitative et qualitative qui répond

aux besoins des habitants.

- **Orientation 2 : Structurer l'économie touristique.**

Porter un projet lisible et suffisamment fort pour être fédérateur.

- **Orientation 3 : Répondre aux défis de la transition écologique et énergétique.**

Engager des actions en faveur de la sobriété énergétique, le développement des énergies renouvelables, et la rénovation énergétique des bâtiments.

- **Orientation 4 : Soutenir et accompagner une économie agricole, développer la dynamique économique et l'emploi.**

L'objectif est de favoriser la création d'emplois sur le territoire, développer les circuits courts et accompagner la création et le développement des entreprises.

- **Orientation 5 : Valoriser le patrimoine.**

L'attractivité, c'est aussi la préservation d'un cadre de vie exceptionnel, en valorisant le patrimoine architectural, naturel, culturel.

Les orientations stratégiques font l'objet de fiches descriptives, qui seront jointes en annexe 1 courant 2022. Ces fiches comprennent des objectifs - chiffrés dans la mesure du possible ou qualitatifs - qui peuvent être, selon le cas, des objectifs numériques, écologiques, économiques, culturels ou sociaux, avec des indicateurs de résultats. Elles indiquent la liste des actions prêtes à être engagées ou des projets qui restent à préciser par champ d'intervention.

En cas d'évolution de leur contenu en cours de contrat, elles seront validées par le comité de pilotage, sans nécessité d'avenant.

Article 4 – Le Plan d'actions

Les actions du contrat sont la traduction des orientations stratégiques retenues dans l'élaboration de ce contrat. Elles sont décrites en annexe 2 du présent contrat sous la forme de fiches actions.

Ces dernières feront l'objet d'une priorisation au premier trimestre 2022

Orientation 1 : Conforter la qualité de vie sur l'ensemble du territoire.

Objectifs 1.1 : Faciliter les mobilités et améliorer l'accès au numérique.

La Communauté de Communes Ventoux Sud n'a pas souhaité être autorité organisatrice de la mobilité, cependant la question des mobilités dans les zones peu denses est un défi à relever et reste néanmoins une des préoccupations de la collectivité. Les comportements en matière de mobilité sont fortement conditionnés par l'information dont l'utilisateur dispose avant et pendant son déplacement. L'avènement des nouvelles technologies de l'information change radicalement la situation en offrant aux citoyens de nombreux supports pour préparer un

déplacement ou le modifier durant le parcours : c'est ce que l'on appelle l'information multimodale. Alors que les transports répondent prioritairement à la question de la quantité, les mobilités insistent davantage sur la qualité du service rendu à l'utilisateur à savoir pouvoir se déplacer, à tout moment et tout endroit.

Actions :

- **Intégrer les données existantes (diagnostic du territoire, SRADET, SCOT...)**
- **Identifier les générateurs de déplacement et les pôles d'attraction**
- **Analyser l'accessibilité multimodale**
- **Décliner la stratégie opérationnelle**

Objectifs 1.2 Valoriser les services de proximité

Le maintien et le développement des services de proximité correspondent à une véritable attente sur notre territoire et à une véritable nécessité. Les attentes prioritaires vis-à-vis de l'offre de service se situent dans le domaine de la vie quotidienne.

Actions :

- **Construction d'un pôle jeunesse**
- **Construction salle de sport, associative et salle de coworking**
- **Réhabilitation ancienne boulangerie**
- **Couverture piscine municipale**
- **Construction maison médicale**
- **Création d'un lotissement**

Orientation 2 : Structurer l'économie touristique

Objectif 2.1 : Structurer l'offre touristique

En 2017, la Région Sud Paca a lancé son Schéma Régional de Développement Touristique (SRDT) sur la période 2017-2022 portant sur 8 programmes opérationnels et avec 3 objectifs majeurs :

- Renouveler l'attractivité de la région Sud Provence Alpes Côte d'Azur,
- Renforcer la compétitivité du territoire à l'échelon national et international,
- Innover.

Le programme Smart Destination porte notamment sur le dispositif "Destination Infrarégionales", dont les cibles sont les acteurs d'un territoire suffisamment structuré pour s'inscrire dans une démarche de destinations et de marques de destination (offices de tourisme intercommunaux, collectivités, PNR, associations...).

Son objectif est d'accompagner l'émergence d'une collection de marques infrarégionales adossées aux 3 marques ombrelles pour renforcer l'attractivité et la visibilité de son territoire. En juin 2018, les EPCI autour du Ventoux (COVE, CCVV, CCVS + Sorgues du Comtat uniquement pour les communes de Pernes et Monteux) ont signé une convention quadripartite permettant de collaborer ensemble sur une destination Mont Ventoux.

Actions :

- **Aménager les plans d'eau**

Orientation 3 : Répondre aux défis de la transition écologique et énergétique**Objectif 3.1 : Engager un programme de rénovation énergétique**

La Communauté de Communes Ventoux Sud souhaite agir à son échelle contre les changements climatiques, avec la mise en œuvre, pour une durée de trois ans, sur son territoire du nouveau programme intitulé « Service d'Accompagnement à la Rénovation énergétique » (SARE), qui a pour objectif :

- de renforcer la dynamique de rénovation énergétique des bâtiments (logements et petit tertiaire privé) en impliquant l'ensemble des collectivités et les professionnels
- d'assurer un parcours complet d'accompagnement avec une couverture complète du territoire national consolider et/ou compléter les dispositifs territoriaux existants.

La rénovation énergétique des bâtiments publics, en vue de favoriser les économies d'énergie, réduire les émissions de CO2 et encourager le développement des énergies propres, est une action concrète pour envisager un territoire plus sobre en carbone avec des gains en matière de qualité de vie. De fait les bâtiments des collectivités sont des grands consommateurs d'énergie, la collectivité a donc un rôle exemplaire à jouer en adoptant des pratiques plus vertueuses et en s'engageant dans un programme de rénovation énergétique des bâtiments publics.

Actions :

- **Pérennisation des actions menées dans le cadre du programme SARE**
- **Recrutement d'un conseiller en énergie partagée**
- **Engager une étude pour les opérations de rénovation globale du patrimoine public**
- **Etudier le potentiel photovoltaïque du patrimoine bâti communal et intercommunal**
- **Désartificialisation et aménagement cour d'école**

Objectif 3.2 : L'avenir du territoire passe par le tri sélectif

Le tri sélectif est l'affaire de tous ! Il préserve les ressources de notre planète qui ne sont pas infinies. Trier plus et mieux, c'est aussi moins de déchets ultimes à enfouir... Pour renforcer nos pratiques il convient de s'engager dans une démarche forte de sensibilisation : ambassadeurs du tri, actions éducatives, supports d'information, outils de collecte. La Communauté de Communes Ventoux Sud a choisi de s'engager dans une politique qui s'articule autour d'un axe de développement du compostage partagé visant non seulement à atteindre les objectifs fixés par La Loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire de février 2020 mais aussi à réduire les volumes de déchets à prendre en charge et la fréquence des collectes.

La collectivité veut aussi avoir une lisibilité, à court et à moyen terme, de ses actions d'optimisation de la collecte des déchets en s'inscrivant dans une démarche plus globale pour une gestion durable (économique, technique, sociale et environnementale), dont l'objectif est d'offrir un service public de qualité, adapté aux besoins de la population à un coût maîtrisé et doté d'un mode de financement adapté.

Actions :

- **Pérenniser le programme d'actions de l'Université Populaire (mission confiée au Cercle des Poubelles disparues)**
- **Installation de zone de compostage partagé sur toutes les communes du territoire**
- **Installer des containers enterrés ou semi-enterrés sur l'ensemble du territoire**

Orientation 4 : Soutenir et accompagner une économie agricole, développer la dynamique économique et l'emploi.

Objectif 4.1 : accompagner et valoriser une agriculture et une alimentation durables au plus près de besoins locaux

Mobiliser et accompagner les agriculteurs dans des projets multi-acteurs dans le but de préserver l'environnement dans des secteurs spécifiques (réservoir de biodiversité, paysages emblématiques...).

Sur le territoire de la Communauté de Communes, cinquante-neuf exploitations sont engagées dans l'agriculture biologique. Soutenir ce type d'installation doit favoriser l'autonomie alimentaire du territoire et permettre, notamment d'approvisionner la restauration collective en produits locaux. Il conviendra de renforcer les collaborations avec les acteurs du secteur (Chambre d'Agriculture, SAFER, DDT, etc...)

Actions :

- **Sans objet à ce stade**

Objectif 4.2 : Développer la dynamique économique : un territoire pour entreprendre, innover et travailler

L'avenir du secteur productif est primordial pour l'équilibre économique et social du territoire. A cela s'ajoute la conviction que le moteur du développement économique d'un territoire ne peut dépendre du seul secteur résidentiel et touristique. Première de nos compétences, le développement économique est le fer de lance de notre intercommunalité.

Actions :

- **Sans objet à ce stade**

Objectif 4.3 : Gestion de l'eau, préservation de l'environnement

Dans une Provence marquée par les sécheresses, renforcées par le changement climatique, le territoire a la chance de bénéficier d'un réseau hydrographique étendu, à la confluence de nombreuses rivières et canaux,

Cette omniprésence de l'eau est à l'origine de zones humides, espaces de biodiversité remarquable. Ce patrimoine naturel doit être protégé et mis en valeur. Il constitue un potentiel de loisirs non négligeable, en lien avec les activités de découverte liées à la nature : biologie,

ornithologie, etc. Cette mise en valeur doit être l'occasion de gérer de manière solidaire le risque d'inondation qui lui est associé.

Actions :

- **Interconnexion des services d'alimentation en eau potable**
- **Sécurisation du réseau d'alimentation en eau potable**

Orientation 5 : Valoriser le patrimoine

Définir en concertation avec tous les acteurs culturels du territoire, une politique culturelle cohérente à l'échelle de la Communauté de Communes Ventoux Sud pour tous les habitants.

Actions :

- **Réhabilitation collège de Sault**
- **Mise en valeur de musées communaux**
- **Rénovation d'églises**
- **Aménagement de places**
- **Restauration et valorisation du Moulin Virgile**
- **Soutien du projet de création d'un lieu culturel pluridisciplinaire le M lieu**
- **Valorisation des curiosités géologiques du territoire**

Le plan d'action est la traduction du projet de territoire qui se décline en actions de la collectivité et des acteurs territoriaux.

4.2. Validation des actions

Les actions du CRTE sont décrites, lorsqu'elles disposent d'un niveau de maturité suffisant, dans des fiches action en annexe 2.

Les actions sont « à valider » quand elles sont portées, décrites, financées et évaluées et prêtes à démarrer.

L'inscription formelle des actions dans le CRTE est validée par les instances de gouvernance en s'appuyant sur l'expertise des services déconcentrés de l'Etat, des opérateurs et des services des collectivités territoriales concernées.

Le préfet peut saisir autant que de besoin la « Mission de coordination nationale des Contrats Territoriaux de Relance et de Transition Ecologique » (cf. article 6.3.) pour toute opération nécessitant un éclairage particulier.

Les actions prêtes sont inscrites chaque année dans une convention de financement annuelle qui détaille la participation des différents partenaires (modèle annexé)

4.3. Projets et actions en maturation

Des projets, de niveaux de maturité différents seront listés dans le contrat. Les projets feront l'objet d'un travail spécifique de maturation afin d'être proposés à l'intégration du contrat, lors du comité de pilotage ultérieur à la signature, en fonction de leur compatibilité avec les objectifs

du contrat, de leur faisabilité, de leur valeur d'exemple et de leur dimension collective ou de leur effet d'entraînement.

Ces évolutions seront examinées et validées par la gouvernance définie à l'article 8. En cas d'évolution de leur contenu en cours de contrat, les « fiches actions » ou les « fiches actions en maturation » seront validées au fil de l'eau par le comité de pilotage, sans nécessité d'avenant.

Article 5 : modalités d'accompagnement en ingénierie

Plusieurs partenaires sont susceptibles de proposer un soutien en ingénierie (les opérateurs (l'ANCT, Cerema, Ademe...), la Banque des territoires...), services déconcentrés de l'Etat, collectivités territoriales, agences techniques départementales, CAUE, CPIE, Agences d'urbanisme...) pour les différentes phases du contrat (élaboration du projet de territoires, définition et mise en œuvre des projets, participation des habitants, suivi et évaluation du contrat) qu'il conviendra de préciser et de rappeler dans le bilan du contrat. L'activation de cet accompagnement s'effectuera selon les modalités de saisines propres à chaque organisme.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui pourraient notamment mobiliser des financements pour le montage des projets et les investissements.

Ce soutien peut prendre d'autres formes partenariales comme le renfort en capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que des projets eux-mêmes, comme par exemple :

- Étudier les actions amorcées, nécessitant un approfondissement technique et financier afin de préciser les aides potentielles ;
- Partager les actions et les résultats relatifs aux contrats et partenariats en cours, déjà financés sur les autres territoires du CRTE ;
- Mettre en relation les relais et réseaux que ces partenaires financent et/ou animent avec les territoires engagés pour renforcer leur capacité d'action.

Article 6 - Engagements des partenaires

Les partenaires du CRTE s'engagent à assurer la réalisation des actions inscrites à ce contrat.

6.1. Dispositions générales concernant les financements

Les financeurs s'efforcent d'instruire dans les meilleurs délais les demandes de financement qui leur sont soumises et à apporter leur appui pour contribuer à la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention.

Les financements inscrits dans les fiches sont des montants prévisionnels. Ils sont à mobiliser suivant les dispositifs et dispositions propres aux différents partenaires. Les éléments financiers qui y sont inscrits sont fondés sur une première analyse de l'éligibilité des actions proposées aux

différentes sources de financement des partenaires, selon les modalités décrites dans les fiches actions, mais ne valent pas accord final.

Les montants de prêt, d'avance ou de subvention, sont indicatifs, sous réserve de : disponibilité des crédits et du déroulement des procédures internes à chaque partenaire, de l'instruction des dossiers, des dispositifs en vigueur à la date du dépôt, de la validation par les instances décisionnaires du partenaire considéré. Les décisions font l'objet de conventions spécifiques établies entre le partenaire et le porteur de projet.

6.2. Le territoire signataire

En signant ce contrat de transition écologique, la Communauté de communes assume le rôle d'entraîneur et d'animateur de la relance et de la transition écologique de son territoire.

Le territoire signataire s'engage à désigner dans ses services un.e directeur.trice responsable du pilotage du CRTE et à affecter un.e chef.fe de projet, responsable d'animer l'élaboration et la mise en œuvre du contrat, ainsi que l'évaluation. Il-elle pourra être assisté.e d'animateur.trice.s chargé.e.s de faciliter l'émergence de projets et d'accompagner les porteurs (associations, entreprises, communes...).

Pour les collectivités les moins bien dotées en capacité d'ingénierie, un co-financement du poste de chef.fe de projet pourra être assuré par l'Etat.

Le territoire signataire s'engage à animer le travail en associant les acteurs du territoire et en travaillant étroitement avec les partenaires du contrat (collectivités, entreprises, Etat, établissements publics, habitants, associations...) afin d'initier et de catalyser la dynamique du territoire en faveur du projet de territoire. Le partage des orientations et des actions qui découlent du projet de territoire détaillé dans le CRTE est organisé localement au moment jugé opportun par la collectivité signataire, en accord avec l'Etat. Ce moment de partage a pour objectif, avant et également après la signature du CRTE, d'enrichir les actions, de favoriser la mobilisation autour du CRTE et l'émergence d'éventuels porteurs de projets.

Le territoire signataire s'engage à mobiliser les moyens, tant humains que financiers, nécessaires au bon déroulement du CRTE, ainsi qu'à son évaluation.

Le territoire signataire s'engage à la mise en œuvre des actions inscrites au CRTE, dont il est maître d'ouvrage.

6.3 L'État, les établissements et opérateurs publics

Conformément à la circulaire 6231/SG du 20 novembre 2020, l'Etat s'engage à travers ses services, services déconcentrés et établissements à accompagner l'élaboration et la mise en œuvre du CRTE, dans une posture de facilitation des projets.

L'appui de l'État porte en particulier sur l'apport d'expertises techniques et juridiques et la mobilisation coordonnée de ses dispositifs de financement au service des projets du CRTE.

L'État s'engage à optimiser les processus d'instruction administrative et à examiner les possibilités d'expérimentation de procédures nouvelles, ou de simplification de procédures

existantes, sur la base de projets précis qui lui seraient présentés dans le cadre du CRTE.

L'État s'engage à étudier le possible cofinancement des actions inscrites dans le CRTE, qui seraient éligibles aux dotations et crédits de l'État disponibles.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui mobiliseront notamment des financements pour le montage des projets et les investissements. Ce soutien permettra de renforcer la capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que les projets eux-mêmes.

En particulier :

- L'ADEME peut apporter un appui à travers un contrat d'objectifs transversal sur la durée du contrat de transition écologique et intervenir en soutien de certaines opérations du CRTE ;
- La Caisse des dépôts peut mobiliser la Banque des territoires pour accompagner les acteurs locaux dans leurs projets de développement territorial - conseil et ingénierie, prêts, investissements en fonds propres, services bancaires, consignations et dépôts spécialisés ;
- Le Cerema peut apporter un appui en matière de définition des projets de territoires, des actions complexes (ex : réseaux), des indicateurs et d'évaluation.

D'autres établissements publics ou opérateurs de l'État peuvent intervenir : l'Office français pour la biodiversité (OFB), l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), la Banque publique d'investissement (Bpifrance), l'Agence française de développement (AFD), etc.

6.4. Mobilisation des citoyens et des acteurs socio-économiques

Il s'agit de renforcer la cohésion territoriale et l'appartenance nécessaires à la dynamique de transformation du territoire en mobilisant, écoutant, faisant participer les habitants et les acteurs socio-économiques à la décision du cap collectif.

La dynamique d'animation du projet vise une communication et une sensibilisation en continu pour permettre aux acteurs et partenaires de s'associer aux actions de transformation ; une attention particulière sera portée à la facilitation de la mobilisation citoyenne en faveur du projet collectif. Concrètement, la mobilisation des citoyens peut prendre deux types de formes : la participation des publics à l'élaboration de la décision publique d'une part, et les initiatives citoyennes prises et mises en œuvre par les citoyens eux-mêmes d'autre part.

Les entreprises, de par leur impact sur l'environnement et l'emploi, sont des acteurs indispensables au projet de développement écologique et économique du territoire ; leur collaboration peut permettre d'identifier de nouvelles synergies en particulier dans une logique d'économie circulaire.

6.5. Maquette financière

Une annexe 3 recense les estimations de la plupart des actions répertoriées par le territoire.

Article 7 – Gouvernance du CRTE

Les représentants de l'État et des collectivités territoriales porteuses mettent en place une gouvernance conjointe pour assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du CRTE.

Cette gouvernance s'articule, selon leurs domaines de compétences respectifs, avec le comité stratégique du plan de relance tel que décrit dans la circulaire 6231/SG du 20 novembre 2020 et le comité local de cohésion des territoires (CLCT). Le CLCT participe à la définition d'orientations stratégiques communes en matière d'ingénierie au profit des collectivités territoriales et de leurs groupements à l'échelle départementale.

Cette comitologie, par la dimension intégratrice des CRTE, a vocation à s'articuler voire intégrer les comitologies existantes, dans un souci d'efficacité et de cohérence.

7.1. Le comité de pilotage

Le comité de pilotage est coprésidé par le Préfet du département, ou son représentant, et par le Président du territoire ou son représentant.

Il est composé de représentants de l'exécutif et des services de la Communauté de communes, des services de l'Etat, de l'ADEME et de la Caisse des dépôts – Banque des territoires, ainsi que d'autres établissements publics et opérateurs mobilisés en appui du CRTE, et de représentants des collectivités départementales et régionales si elles sont cosignataires.

Il siègera au moins une fois par an pour :

- Valider l'évaluation annuelle du CRTE soumise par le comité technique, sur la base des indicateurs de suivi définis pour le CRTE ;
- Examiner l'avancement et la programmation des actions ;
- Étudier et arrêter les demandes d'évolution du CRTE en termes d'orientations et d'actions (inclusion, adaptation, abandon...), proposées par le comité technique ;
- Décider d'éventuelles mesures rectificatives.

7.2. Le comité technique

Le comité technique est coprésidé par les représentants de l'Etat et de la Communauté de communes. Il est chargé du suivi de l'avancement technique et financier du CRTE et de rendre compte au comité de pilotage dont il prépare les décisions.

Il se réunira au moins deux fois par an pour :

- Veiller en détail au bon déroulement des actions prévues par l'avancement des dossiers, analyser les éventuelles situations de blocage pour proposer des mesures visant à permettre l'avancement des projets ;
- Établir et examiner le tableau de suivi de l'exécution du CRTE ;
- Mettre en place les outils d'évaluation et analyser les résultats des évaluations ;
- Étudier et valider les demandes d'adhésion à la charte partenariale d'engagement ;
- Étudier et statuer sur les évolutions des fiches orientations ;
- Étudier et statuer sur les évolutions et les propositions d'ajouts de fiches projets et fiches actions.

7.3. L'articulation avec les autres instances locales de suivi des projets

Le CRTE s'inscrit dans un contexte marqué par :

- La mise en œuvre territorialisée du plan de relance et son suivi dans les comités de pilotage et de suivi de la relance ;
- Le déploiement des comités locaux de cohésion territoriale qui suivent l'installation de l'agence nationale de cohésion des territoires.

Dans ce contexte, il appartient au préfet, délégué territorial de l'ANCT, de veiller à l'articulation et la cohérence entre les projets et actions portées par le CRTE, et les orientations fixées par le comité local de cohésion territoriale.

Le préfet organise, par ailleurs, la remontée d'informations au sujet des actions du CRTE financées par des crédits du plan de relance vers les comités régionaux de pilotage et de suivi de la relance.

Article 8 – Suivi, évaluation et résultat du CRTE

Un tableau de bord de suivi du CRTE est établi et régulièrement mis à jour par la Communauté de communes. Il décrit l'avancement des orientations et actions (cohérence des actions avec les orientations stratégiques, état d'avancement, mobilisation des moyens et financement, indicateurs...). Il est examiné par le comité technique et présenté en synthèse au comité de pilotage.

Le dispositif d'évaluation, articulé sur plusieurs niveaux (intégralité du CRTE, orientations et actions) avec la définition des indicateurs et la désignation des acteurs en charge de son fonctionnement, fera l'objet de comptes rendus réguliers devant le comité technique, et une fois par an devant le comité de pilotage. Il s'intégrera au dispositif national d'évaluation de l'ensemble des CRTE.

Les résultats du CRTE seront suivis et évalués. Le ou les indicateurs à l'aune desquels ces résultats sont évalués seront choisis en cohérence avec l'objectif recherché lors de la mise en œuvre de l'action. L'évaluation est menée sur la base d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs.

Les indicateurs de suivis et d'évaluation seront déclinés et approfondis lors de la priorisation des actions courant 2022. Ainsi, les indicateurs affectés aux différentes actions seront validés par le comité de pilotage.

Article 10 – Entrée en vigueur et durée du CRTE

L'entrée en vigueur du CRTE est effective à la date de signature du présent contrat.

La durée de ce contrat est de six ans.

Au terme du contrat, un bilan sera conduit pour en évaluer les résultats et les impacts.

Article 11 – Evolution et mise à jour du CRTE

Le CRTE est évolutif. Le corps du CRTE et ses annexes peuvent être modifiés par avenant d'un commun accord entre toutes les parties signataires du CRTE et après avis du comité de pilotage. C'est notamment le cas lors d'une évolution de son périmètre. Les modifications du programme opérationnel annuel, des fiches mesures et/ou fiches actions seront validées au fil de l'eau par le comité de pilotage, sans nécessité d'avenant.

Le principe d'un premier avenant 2022 est acté. Il est convenu entre les Parties une clause de rendez-vous au plus tard à la fin du premier trimestre 2022 afin :

- D'acter la priorisation des actions et la mise à jour des fiches mesures et actions, conformément aux dispositions de l'Article 4
- De préciser les actions intégrées au CRTE, et leurs indicateurs, conformément aux dispositions de l'Article 4
- De préciser les orientations stratégiques, conformément à l'Article 3
- D'annexer le programme opérationnel annuel qui résulte de la priorisation, conformément aux dispositions de l'Article 4

Article 12 - Résiliation du CRTE

D'un commun accord entre les parties signataires du CRTE et après avis favorable du comité de pilotage, il peut être mis fin au présent contrat.

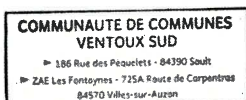
Article 13 – Traitement des litiges

Les éventuels litiges survenant dans l'application du présent contrat seront portés devant le tribunal administratif de Nîmes.

A Villes sur Auzon

Le 09/12/2021

Le Président, Max RASPAIL



Le Préfet de Vaucluse, Bertrand GAUME

**Annexe 1 – Fiches descriptives des orientations stratégiques**

Cette annexe sera intégrée en 2022.

Annexe 2 – Fiches actions**Annexe 3 – Annexe financière**

CRTE Ventoux Sud

Version	1.0
N°	
Maîtrise d'ouvrage	
Description de l'action	<p>Intitulé de la fiche actions Attractivité et Proximité - Pôle jeunesse Mormoiron</p> <p>Communauté de Communes Ventoux Sud</p> <p>Le programme prévoit la construction d'un pôle jeunesse qui comprendra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une section enfance, avec entrée dédiée, composée de 3 espaces : <ul style="list-style-type: none"> o Espace 4 à 5 ans accueillant 24 enfants avec dortoir / sanitaire mixte / rangement, o Espace 6 à 8 ans accueillant 32 enfants avec local rangement, o Espace 9 à 11 ans accueillant 32 enfants avec local rangement, o Zone commune avec 2 bureaux et sanitaires. - Une section adolescence, avec entrée dédiée, de 11 à 17 ans accueillant 24 jeunes avec 2 bureaux, local rangement et sanitaires. - Des espaces communs comprenant infirmerie, sanitaires, vestiaires avec douches, office, salle de restauration, etc. - Aménagement des espaces extérieurs avec zone de livraison des denrées alimentaires, aire de stationnement, végétalisation, etc. <p>La superficie de l'ensemble est estimée à 660m² utiles ou 871m² de surface de plancher.</p>
Partenaires	
Calendrier	Choix du MOE fin S2 2021 / Fin des études juin-juillet 2022 / Fin des travaux fin 2023
Indicateurs d'évaluation	
Objectifs affichés	

Impacts du Projet							
Impacts sur la transition écologique				Impacts sur la cohésion territoriale			

Coûts et plans de financement prévisionnel							
INVESTISSEMENT (en € TTC)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
DEPENSES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	1 959 155,00 €
Gros-œuvre							459 789,00 €
Etanchéité toiture							76 631,00 €
Isolation extérieure - enduit							122 610,00 €
Menuiseries extérieures aluminium							153 263,00 €
Menuiseries intérieures bois							91 958,00 €
Serrurerie							45 979,00 €
Cloisons / doublages / faux-plafond							107 284,00 €
Carrelage / sols souples							76 631,00 €
Peinture							45 979,00 €
Electricité							153 263,00 €
Plomberie / chauffage / VMC							199 242,00 €
VRD / espaces verts							100 000,00 €
TVA							326 526,00 €
RECETTES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €
FONCTIONNEMENT (en € TTC)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
DEPENSES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €
RECETTES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €

Suivi du projet	Coûts engagés à date :	/
	Taux d'avancement	/
	Ecart par rapport aux délais initiaux	😊😊😊😊😊
	Freins à lever	/
Ecart par rapport aux objectifs affichés		/

Légende :	Très vertueux Vertueux Sans impact Néfastes
-----------	--

CRTE Ventoux Sud

Version	1.0
N°	
Maîtrise d'ouvrage	Mairie de Villes-sur-Auzon
Description de l'action	<p>Mise en place de structures cintrées télescopiques.</p> <p>Installation de pompes à chaleur pour chauffer l'air et l'eau.</p> <p>Installation de panneaux solaires sur la toiture des vestiaires pour alimenter les pompes à chaleur pendant la journée.</p> <p>Perspective d'ouverture de 9 mois sur 12 (hors décembre janvier et février) permettant la pratique de sports aquatiques et l'apprentissage de la natation pour les enfants du village et des villages environnants.</p> <p>La piscine la plus proche est à 18 km</p>
Partenaires	<p>Projet intercommunal et intercommunautaire.</p> <p>Plan de financement :</p> <p>CRTE + département ou région = 70%.</p> <p>Commune = 30% du HT.</p>
Calendrier	Décembre 2022 - Janvier 2023
Indicateurs d'évaluation	
Objectifs affichés	

Impacts du Projet

Impacts sur la transition écologique		Impacts sur la cohésion territoriale	
--------------------------------------	--	--------------------------------------	--

Coûts et plans de financement prévisionnel

INVESTISSEMENT (en € HT)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
DEPENSES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	980 000,00 €
							980 000,00 €
							- €
							- €
							- €
RECETTES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €
FONCTIONNEMENT (en € TTC)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
DEPENSES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €
RECETTES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €

Suivi du projet	Coûts engagés à date :	
	Taux d'avancement	
	Ecart par rapport aux délais initiaux	😊😊😊😊
	Freins à lever	
Ecart par rapport aux objectifs affichés		




Légende :	Très vertueux Vertueux Sans impact Néfastes
-----------	--

Version	1.0
N°	
Maîtrise d'ouvrage	SPL Territoire 84 sise (Avignon)
Description de l'action	<p>Le projet concerne la création d'une maison médicale de 140m² située au hameau St Estève sur la commune de Blauvac qui s'inscrit également dans le cadre de la création d'un lotissement d'habitation de 6 lots libres et 3 logements aidés (LLS). L'objectif est de lutter contre les déserts médicaux d'une part et de permettre à cet équipement par le biais du futur lotissement de conforter sa justification.</p> <p>L'ensemble est assis sur un foncier à 100% communal et correspond à la parcelle cadastrée AC 1 de 2 660m² où sera réalisée la maison médicale. L'accès à cet équipement a été prévu depuis la RD14 où une voie de desserte à double sens sera créée en emprise sur la parcelle communale OE 229 (qui est située sur la commune de Villes sur Auzon). Un accès est aussi possible mais de manière plus confidentielle par le chemin de l'Aube <i>via</i> une voie également à réaliser qui sera en insertion sur le AC188.</p> <p>Le projet de cette maison médicale s'inscrit dans une démarche globale associée au lotissement attenant. Les aménagements de voirie, les accès piétons, les aires de détente sont envisagés selon une démarche environnementale parfaitement adaptée au site et à sa spécificité. On peut citer notamment une gestion hydraulique de l'eau pluviale raisonnée <i>via</i> des noues et un bassin peu profonds garants d'une démarche écologique poussée d'intégration. Un éclairage du site économe par LED variable dans le temps. De larges sentes piétonnes perméables qui permettent d'accéder de manière très fluide à cet équipement (depuis la RD, le chemin de l'Aube). Le point fort marqué par des espaces paysagers généreux et abondants créant des îlots de fraîcheur comme le parc associé à la maison médicale mais également accessible aux habitants du lotissement. Les parcelles privées seront pré-verdies en façade et en fond de parcelle afin de conserver la continuité paysagère avec le parc. Les voies seront accompagnées d'espaces plantés permettant leur parfaite intégration dans le site et en accord avec les intentions de l'OAP.</p> <p>La maison médicale sera conçue sous la forme d'un plain-pied en U avec une cour intérieure, disposant de 4 cabinets pour les médecins /professions paramédicales. Son orientation est prévue Nord Sud avec des protections végétales des baies vitrées, l'utilisation de matériaux locaux le plus possible, en vue de s'intégrer dans l'esprit d'une démarche BDM. Le recours à la climatisation devra être limité. Les abords seront traités en matériaux perméables ménageant des espaces confortables pour les clients. Les médecins disposeront d'une salle de repos et un accueil commun est prévu. Le parc évoqué plus haut concourra à protéger thermiquement le bâti par effet d'îlot de fraîcheur.</p> <p>L'ensemble respecte les exigences du PLU en matière de retraits, de stationnement, de respect du site agricole alentours, du bâti existant, des pentes naturelles et des orientations en vue de limiter les consommations thermiques. Un règlement sera établi pour contrôler les constructions et respecter la philosophie de cet aménagement conçu sur <u>une approche durable</u>.</p>
Partenaires	
Calendrier	<p>Fin de la réalisation des études préliminaires : mai 2021</p> <p>Date de dépôt du permis de construire : mai 2021</p> <p>Date prévisionnelle de signature des marchés ou devis : septembre 2021</p> <p>Date prévisionnelle de démarrage des travaux : décembre 2021</p> <p>Date prévisionnelle de fin de l'opération : juillet 2022</p> <p>Date prévisionnelle de fin des paiements : 2024.</p>
Indicateurs d'évaluation	
Objectifs affichés	

Impacts du Projet			
Impacts sur la transition écologique		Impacts sur la cohésion territoriale	

Coûts et plans de financement prévisionnel							
INVESTISSEMENT (en € HT)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
DEPENSES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	650 500,00 €
Maîtrise d'œuvre							40 000,00 €
Etudes complémentaires							15 500,00 €
Travaux ou acquisitions							595 000,00 €
Travaux et équipements complér							55 000,00 €
RECETTES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €
FINANCEMENT	- €	- €	- €	- €	- €	- €	650 500,00 €
Aides publiques							420 300,00 €
Total auto-financement							230 200,00 €
FONCTIONNEMENT (en € TTC)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
DEPENSES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €
RECETTES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €

Suivi du projet	Coûts engagés à date :	
	Ecart par rapport aux délais initiaux	☹️☹️☹️☹️
	Freins à lever	
Ecart par rapport aux objectifs affichés		

Légende :	 Très vertueux  Sans impact  Néfaste
-----------	---

Version	1.0
N°	
Maîtrise d'ouvrage	SPL Territoire 84 sise (Avignon)
Description de l'action	<p>Le projet concerne la création d'un lotissement de 6 lots d'habitations et d'une parcelle réservée à 3 logements aidés (LLS) situé au hameau St Estève sur la commune de Blauvac. Il comprend également la desserte d'une future maison médicale de 140m². Il s'intègre dans les objectifs du PLU et ses orientations en tant que derniers terrains constructibles de la zone. De par sa conception et les prix de sortie qui seront proposés, le projet favorisera l'accueil de jeunes familles (public visé) dans un secteur rural peu évolutif afin notamment de conforter les services publics existants comme l'école à proximité et renforcer l'attractivité de la commune.</p> <p>L'ensemble est assis sur un foncier à 100% communal et comprend les parcelles cadastrées AC 1 et AC 188 de 7519m². Il faut aussi inclure la parcelle communale OE 229 située sur la commune de Villes sur Auzon et qui permet l'accès depuis la RD 14.</p> <p>Le site est situé au cœur de la plaine agricole de Blauvac sur une zone du PLU qui a fait l'objet d'une OAP et qui a ouvert les terrains à l'urbanisation. La desserte est double : <i>via</i> le chemin de l'Aube pour les différents lots par le biais d'une voirie à sens unique à l'est et <i>via</i> une jonction à double sens avec la RD 14 à l'ouest pour la desserte prioritaire de la maison médicale et la sortie du lotissement. Des sentes piétonnes permettent d'accéder à l'ensemble du site et assurent ainsi une bonne porosité de l'ensemble sans aucun enclavement.</p> <p>L'ensemble du projet est conçu selon une démarche environnementale incluant une gestion hydraulique de l'eau raisonnée par noues et bassins peu profonds, un éclairage économe par LED avec variateur d'intensité, des orientations thermiquement favorables, de larges sections pour les piétons avec des sentes composées de matériaux perméables. Le point fort de cet aménagement est sa cohérence globale au regard de l'élément paysager marqué par la création d'un grand parc au droit de la maison médicale qui servira aussi bien aux patients qu'aux habitants du lotissement. Les parcelles privées seront pré-verdiées en façade et en fond de parcelle afin de conserver la continuité paysagère avec le parc. Les voiries seront accompagnées d'espaces plantés et de cheminements perméables adaptés à la déambulation. Le parc disposera de mobilier de repos. Les réseaux seront renforcés en tant que de besoin pour desservir ce nouvel équipement.</p> <p>L'ensemble respecte les exigences du PLU en matière de retraits, de stationnement, de respect du site agricole alentours, du bâti existant, des pentes naturelles et des orientations en vue de limiter les consommations thermiques.</p>
Partenaires	
Calendrier	<p>Fin de la réalisation des études préliminaires : juin 2021</p> <p>Date du dépôt du permis d'aménager : avril 2021</p> <p>Date prévisionnelle de signature des marchés ou devis : janvier 2022</p> <p>Date prévisionnelle de démarrage des travaux : février 2022</p> <p>Date prévisionnelle de fin de l'opération : début 2024</p> <p>Date prévisionnelle de fin de paiements : début 2025.</p>
Indicateurs d'évaluation	
Objectifs affichés	

Impacts du Projet							
Impacts sur la transition écologique				Impacts sur la cohésion territoriale			

Coûts et plans de financement prévisionnel							
INVESTISSEMENT (en € HT)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
DEPENSES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	276 300,00 €
Maîtrise d'œuvre							15 000,00 €
Etudes complémentaires							24 300,00 €
Travaux ou acquisitions							237 000,00 €
							- €
RECETTES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
FINANCEMENT	- €	- €	- €	- €	- €	- €	276 300,00 €
Aides publiques							165 780,00 €
Total auto-financement							110 520,00 €
							- €
FUNCTIONNEMENT (en € TTC)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
DEPENSES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €
RECETTES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €

Suivi du projet	Coûts engagés à date :	
	Taux d'avancement	
	Ecart par rapport aux délais initiaux	😊😐😐😐😐
	Freins à lever	
Ecart par rapport aux objectifs affichés		
Légende :		Très vertueux Vertueux Sans impact Néfaste

CRTE Ventoux Sud

Version	1.0
N°	
Maîtrise d'ouvrage	
Description de l'action	<p>Afin de maintenir le lien social, la commune souhaite édifier un bâtiment de 300m² qui regroupera 3 grandes salles distinctes : une salle de sport, une salle pour les associations, une salle de "co-working". Ce bâtiment sera situé à proximité de la salle des fêtes.</p> <p>Salle de sport : salle exigüe de 68m² déjà existante se situe au premier étage de la Mairie. Elle n'est pas accessible aux personnes à mobilité réduite. Elle est déjà équipée d'appareils de sport : un tapis de course, un rameur, des poids de musculation, deux vélos elliptiques, un vélo d'appartement, des tapis de sol... La création de la nouvelle salle répondrait à plusieurs sollicitations : une superficie de 120m², l'accessibilité à tous les publics, la possibilité d'accueillir davantage de participants, l'acquisition de nouveaux appareils de fitness.</p> <p>Salle pour les associations : l'aménagement de la salle de 110m² se décomposerait en 3 parties : deux espaces de 60m² et un autre de 30m² permettant ainsi la location à plusieurs associations au même moment.</p> <p>Salle de coworking : elle aurait une superficie de 70m², dotée d'un accès internet et de mobilier de bureau.</p>
Partenaires	
Calendrier	
Indicateurs d'évaluation	
Objectifs affichés	

Impacts du Projet		
Impacts sur la transition écologique		Impacts sur la cohésion territoriale

Coûts et plans de financement prévisionnel							
INVESTISSEMENT (en € HT)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
DEPENSES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	600 000,00 €
							- €
							- €
							- €
							- €
RECETTES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €
FONCTIONNEMENT (en € TTC)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
DEPENSES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €
RECETTES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €

Suivi du projet	Coûts engagés à date :	
	Taux d'avancement	
	Ecart par rapport aux délais initiaux	😊😊😊😊😊
	Freins à lever	
Ecart par rapport aux objectifs affichés		

Légende :	Très vertueux Vertueux Sans impact Néfastes
-----------	--

CRTE Ventoux Sud

Version	1.0
N°	
Maîtrise d'ouvrage	
Description de l'action	
Partenaires	
Calendrier	
Indicateurs d'évaluation	
Objectifs affichés	





Impacts du Projet

Impacts sur la transition écologique		Impacts sur la cohésion territoriale	
--------------------------------------	--	--------------------------------------	--

Coûts et plans de financement prévisionnel

INVESTISSEMENT (en € TTC)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	230 266,00 €
							- €
							- €
							- €
							- €
RECETTES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €
FINANCEMENT	- €	- €	- €	- €	- €	- €	80 593,10 €
Subventions publiques							80 593,10 €
FONCTIONNEMENT (en € TTC)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
DEPENSES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €
RECETTES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €

Suivi du projet	Coûts engagés à date :	
	Taux d'avancement	
	Ecart par rapport aux délais initiaux	😊😊😊😊
	Freins à lever	
Ecart par rapport aux objectifs affichés		

Légende :	 Très vertueux  Vertueux  Sans impact  Néfastes
-----------	--

CRTE Ventoux Sud

Version	1.0
N°	
Maîtrise d'ouvrage	Mairie de Sault
Description de l'action	Créer une zone artisanale en liaison avec la CCVS qui a la compétence économique, sur le quartier MOUGNE dans le cadre de l'espace défini par le PLU (en cours d'instruction) afin de soutenir le commerce et l'artisanat. Créer un espace de coworking et mettre en place des tiers lieux, de foncières locales spécialisées pour le commerce ou l'activité.
Partenaires	Opération inscrite dans le projet Petites Villes de Demain : partenaires identifiés par le programme.
Calendrier	Lancement en 2022 pour une réalisation en 2023.
Indicateurs d'évaluation	
Objectifs affichés	

Impacts du Projet

Impacts sur la transition écologique		Impacts sur la cohésion territoriale	
--------------------------------------	--	--------------------------------------	--

Coûts et plans de financement prévisionnel

INVESTISSEMENT (en € HT)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
DEPENSES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	100 000,00 €
Estimation							100 000,00 €
							- €
RECETTES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €
FONCTIONNEMENT (en € TTC)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
DEPENSES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €
RECETTES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €

Suivi du projet	Coûts engagés à date :	
	Taux d'avancement	
	Ecart par rapport aux délais initiaux	😊😊😊😊
	Freins à lever	
Ecart par rapport aux objectifs affichés		

Légende :	<div>😊 Très vertueux</div> <div>😊 Vertueux</div> <div>😊 Sans impact</div> <div>😞 Néfaste</div>
-----------	--

CRTE Ventoux Sud

Version	1.0
N°	
Maîtrise d'ouvrage	SI Durance Ventoux
Description de l'action	<p>PROJET D'INTERCONNEXION DES SERVICES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ENTRE LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DE LA REGION DE SAULT (SIAEPA) ET DE L'ASSAINISSEMENT DE LA REGION DE SAULT ET LE SIE DURANCE</p> <p>Les besoins annuels en eau potable du SIAEPA sont de l'ordre de 450 000 m3, ils sont couverts pour 250 000m3 par les ressources propres du syndicat et pour 200 000m3 par le syndicat voisin (Durance Albion)</p> <p>Le projet consiste à mettre en oeuvre les ouvrages permettant de remonter l'eau potable fournie par le SIE Durance Ventoux depuis la commune de Saint Saturnin les Apt en traversant la partie "montagneuse" de cette commune pour rejoindre le réseau de distribution du SIAEPA du plateau de Sault et finir avec un maillage à la conduite du Syndication Durance Albion sur la commune de Saint Christol.</p> <p>Ce projet présente l'avantage d'améliorer les conditions de distribution de l'eau potable dans les parties hautes du territoire de la commune de Saint Saturnin les Apt dont l'alimentation en eau dépend pour le moment du SIAEPA.</p> <p>Il conviendra de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcer les installations existantes de Durance Ventoux, - prévoir une chaîne d'alimentation entre "les Moulin" et "Sarraud", - créer une conduite de liaison et un dispositif de raccordement au réseau Durance Albion, - renforcer les installations de Durance Ventoux entre la station des Baumettes et le réservoir Saint François
Partenaires	Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau potable et de l'Assainissement de la région de Sault
Calendrier	En cours d'études et de recherche de financement : réalisation envisagée 2021/2022
Indicateurs d'évaluation	
Objectifs affichés	

Impacts du Projet							
Impacts sur la transition écologique				Impacts sur la cohésion territoriale			

Coûts et plans de financement prévisionnel							
INVESTISSEMENT (en € HT)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
DEPENSES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	11 500 000,00 €
Travaux							10 057 120,00 €
Etudes MOE et imprévus							1 442 800,00 €
							- €
RECETTES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €
FONCTIONNEMENT (en € TTC)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
DEPENSES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €
RECETTES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €

Suivi du projet	Coûts engagés à date :	
	Taux d'avancement	
	Ecart par rapport aux délais initiaux	😊😊😊😊
	Freins à lever	
Ecart par rapport aux objectifs affichés		

Légende :	Très vertueux Vertueux Sans impact Néfastes
-----------	--

CRTE Ventoux Sud

Version 1.0

N°

Intitulé de la fiche actions

Rénovation église

Maîtrise d'ouvrage

Mairie de Saint Trinit

Description de l'action

La commune ayant été alertée par des fissures apparues dans le mur ouest en fond de nef, il est apparu nécessaire de réaliser un diagnostic complet de stabilité afin de déterminer la consistance des travaux à réaliser en d'en évaluer le coût. La commune souhaite procéder à un diagnostic structurel de la construction et à une étude des fondations qui permettront de définir précisément l'ordre des travaux à entreprendre afin de sauvegarder l'ouvrage et d'en évaluer le coût.

Partenaires

Calendrier

Indicateurs d'évaluation

Objectifs affichés

Impacts du Projet

Impacts sur la transition écologique

Impacts sur la cohésion territoriale

Coûts et plans de financement prévisionnel

INVESTISSEMENT (en € TTC)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
DEPENSES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €
RECETTES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €
FONCTIONNEMENT (en € TTC)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
DEPENSES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €
RECETTES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €

Suivi du projet

Coûts engagés à date :

Taux d'avancement

Ecart par rapport aux délais initiaux

😊😊😊😊😊

Freins à lever

Ecart par rapport aux objectifs affichés

Légende :



Très vertueux



Vertueux



Sans impact



Néfastes

CRTE Ventoux Sud

Version	1.0
N°	
Maîtrise d'ouvrage	La Nesque propre
Description de l'action	Rénovation du moulin Virgile.
Partenaires	
Calendrier	Réalisation début du second trimestre 2022 travaux de sauvegarde : avril Installation de la signalétique et des panneaux d'interprétation : mai Inauguration du site : juillet Journées du patrimoine : septembre
Indicateurs d'évaluation	
Objectifs affichés	Consolider les pans de construction encore en place. Agrémenter le site pour le présenter le plus fidèlement possible à son passé. Le rendre accessible au public en toute sécurité.

Impacts du Projet

Impacts sur la transition écologique		Impacts sur la cohésion territoriale	
--------------------------------------	--	--------------------------------------	--

Coûts et plans de financement prévisionnel

INVESTISSEMENT (en € TTC)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
DEPENSES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
RECETTES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €
FONCTIONNEMENT (en € TTC)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
DEPENSES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €
RECETTES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €

Suivi du projet	Coûts engagés à date :	
	Taux d'avancement	
	Ecart par rapport aux délais initiaux	😊😊😊😊
	Freins à lever	
Ecart par rapport aux objectifs affichés		

Légende :	Très vertueux Vertueux Sans impact Néfastes
-----------	--

N°		Intitulé de la fiche actions	Aménagement de deux places - Vieil hôpital et place de l'Eglise				
Maîtrise d'ouvrage	Mairie de Malemort du Comtat						
Description de l'action	<p>Réhabilitation des abords de l'église qui possède de nombreux objets classés ou inscrits aux monuments historiques. Suite aux derniers travaux sur l'église, l'architecte M. Bruno JOUVE avait dessiné une perspective pour aménager cet espace.</p> <p>Il est nécessaire d'aérer ce lieu avec un espace piéton, reboiser une partie du centre village, canaliser les eaux de pluies, optimiser les stationnements de véhicules, puis permettre grâce à des gradins l'organisation de spectacles en été.</p> <p>La commune déjà propriétaire de deux places, Elle avait acquise par préemption une maison cadastrée jouxtant l'église pour réaliser le projet. Les principales dépenses à envisager sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintenir le talus grâce à des gradins, - Réorganiser le réseau pluvial - Prévoir la plantation de végétaux et arbres - Réorganiser le stationnement <p>Le coût prévisionnel des travaux uniquement est d'environ 700 000 € HT.</p> <p>Le projet nécessitera une étude de la SPL 84, puis un appel d'offres qui sera lancé dès que les financeurs auront donné un avis sur une possibilité de subvention. Dès l'ouverture d'une possibilité de financement, le projet sera chiffré.</p>						
Partenaires	Non déterminés						
Calendrier	Estimation du coût des travaux 6 mois et réalisation des travaux 9 mois.						
Indicateurs d'évaluation							
Objectifs affichés							

Impacts du Projet							
Impacts sur la transition écologique				Impacts sur la cohésion territoriale			

Coûts et plans de financement prévisionnel							
INVESTISSEMENT (en € HT)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
DEPENSES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	700 000,00 €
Estimation globale							700 000,00 €
							- €
							- €
							- €
RECETTES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €
FONCTIONNEMENT (en € TTC)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
DEPENSES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €
RECETTES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
							- €
							- €
							- €
							- €

Suivi du projet	Coûts engagés à date :	
	Taux d'avancement	
	Ecart par rapport aux délais initiaux	😊😊😊😊😊
	Freins à lever	
Ecart par rapport aux objectifs affichés		

Légende :	<div>😊 Très vertueux</div> <div>😊 Vertueux</div> <div>😊 Sans impact</div> <div>😞 Néfaste</div>
-----------	--

PREFECTURE DE VAUCLUSE

**CONVENTION FINANCIERE ANNUELLE
RELATIVE AU CONTRAT DE RELANCE ET DE TRANSITION
ECOLOGIQUE**

ANNEE 2021

ENTRE

Le Préfet du département de Vaucluse

d'une part,

ET

La Communauté de communes Ventoux Sud représentée par son Président, Monsieur Max RASPAIL

d'autre part,

dénommés les parties prenantes.

Préambule :

En tant qu'accord-cadre pluriannuel, le contrat de relance et de transition écologique accompagne la mise en œuvre d'un projet de territoire à l'échelle du bassin de vie concerné. Il fédère l'ensemble des acteurs institutionnels publics et privés amenés à porter ou à soutenir des actions permettant la réalisation de ce projet et s'inscrit en cohérence avec les stratégies et les outils d'intervention des parties prenantes. Le contrat décline des objectifs et un plan d'actions sur les orientations stratégiques prioritaires du projet de territoire.

La présente convention financière 2021 liste les actions à engager pour l'année 2021.

Elles pourront être cofinancées par l'Etat, par des subventions qui seront demandées par les maîtres d'ouvrage, au titre des dotations et crédits disponibles, pour lesquelles les actions qu'ils portent seraient éligibles.

Les crédits régionaux, les crédits de droit commun du Conseil Départemental, des fonds européens ou d'autres sources de financement qui seraient destinées à apporter un complément financier aux opérations de la présente convention pourront être sollicités par les maîtres d'ouvrage.

VU le contrat de relance et de transition écologique de la CC Ventoux Sud, signé le 9 décembre 2021, et plus particulièrement le plan d'actions opérationnel,

VU les financements prévus au titre de l'année budgétaire 2021 sur l'ensemble des dispositifs mobilisés dans la mise en œuvre du contrat de relance et de transition écologique et de son plan d'actions,

Les parties prenantes, porteurs du contrat de relance et de transition écologique, conviennent:

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les engagements financiers des porteurs du contrat de relance et de transition écologique, pour l'engagement d'actions au cours de l'année 2021, au regard des actions inscrites dans le plan d'actions susvisé.

ARTICLE 2 : Descriptif des actions à engager en 2021

Ces actions, qui seront à engager en 2021, sont déclinées en annexe 1 de la présente convention.

Chacune d'elles se présente sous la forme d'une fiche-action qui comporte au moins les rubriques suivantes :

- l'axe prioritaire du contrat
- la désignation/l'objet de l'action
- sa localisation
- son descriptif sommaire
- le maître d'ouvrage
- le budget de l'action
- la part mobilisée par le maître d'ouvrage (minimum 20% ou 30% selon les cas)
- la part attendue par l'Etat (*crédits du plan de relance, dotation, crédit de droit commun crédits spécifiques,...*)
- les parts des autres contributeurs : signataires-partenaires du contrat de relance et de transition écologique, autres cofinanceurs : (*contrat avec une collectivité, appel à projet, apports non financiers,...*)
- le calendrier de réalisation
- les indicateurs de suivi et d'évaluation.

Ainsi que toute autre indication utile aux cofinanceurs.

ARTICLE 3 : Financement des actions concrètes opérationnelles annuelles

Le financement de chacune des actions programmées en 2021 est réalisé sur la base des décisions fixant la contribution apportée, selon les modalités définies par chacun des dispositifs mobilisés.

Ainsi, concernant les dotations de l'Etat, la présente convention ne dispense pas le porteur de projet de déposer une demande de subvention auprès de la préfecture, qui sera instruite selon les règles les régissant. L'engagement financier de l'Etat au titre de la présente convention est donc sous réserve que les dossiers déposés de demande de subvention soient conformes et éligibles. Pour chaque opération retenue, un arrêté attributif de subvention sera édité.

Au titre de l'année budgétaire 2021, sur la base des actions programmées listées à l'annexe 1 de la présente convention, les crédits appelés s'élèvent ainsi, à :

Orientation	Action	Maître d'ouvrage (MO)	Montant total	Part MO	Part Etat	Part autres financeurs	Total crédits Etat sollicités par type de crédits	Plan de relance	DETR	DSIL	Volet territorial al du CPER	CONTRAT DE RURALITE DETR	Autres (précisez) FITN FNADT
Attractivité et proximité	Travaux voirie et réseaux Lotissement et maison médicale	Blauvac	265 800.00	42.78 %	26.04 %	31.18 %	69 214.32 €					69 214.32 €	
Attractivité et proximité	Création maison médicale et lotissement	Blauvac	650 500.00 €	45.26 %	20.13 %	34.61 %	130 945.65 €					130 945.65 €	
Numérique	Modernisation logiciel Compta et élection	Blauvac	5 065.00		100 %		5 065.00 €						5 065.00 €
Attractivité et proximité	Logements sociaux	Malemort du Comtat	115 000.00 €	23.50 %	35 %	41.50 %	40 250.00 €		40 250.00 €				
Renovation énergétique	Remplacement chaudière fioul	Méhamis	27 927.64 €	20 %	80 %		22 342.11 €			22 342.11 €			
	Amenagement chemin	Méhamis	233 065.00 €	30 %	25 %		58 266.25 €		58 266.25 €				
Attractivité et proximité	Ensemble sportif du Defends	Sault	28 711.00 €	35 %	29.61 %	45 %	8 501.33 €		8 501.33 €				
Renovation énergétique	Remplacement chaudières fioul	Villes/Auzon	83 987.96 €	39.36 %	60.64 %		50 930.30 €					50 930.30 €	
Proximité		Maison France Service					30 000.00 €						30 000.00 €

ARTICLE 5 : Durée

La présente convention est signée pour l'année 2021 correspondant à l'année budgétaire.

Les actions inscrites devront être engagées dans l'année, les autorisations d'engagement de l'Etat devant être notifiées avant le 31 décembre 2021.

ARTICLE 6 : Suivi

Le comité de pilotage du contrat de relance et de transition écologique assure le suivi de la réalisation des actions et des engagements des signataires et des partenaires.

Fait à Villes/Auzon,
Le 09/12/2021

Le Président de la CC Ventoux Sud
Max RASPAIL



**COMMUNAUTE DE COMMUNES
VENTOUX SUD**
► 186 Rue des Péquélets - 84390 Sault
► ZAE Les Fontaynes - 725A Route de Carpentras
84570 Villes-sur-Auzon

Le Préfet de Vaucluse
(Le Préfet,



Bertrand GAUME

RECAPITULATIF VOLET FINANCIER

Actions	Niveau de maturation du projet (1-3)	Montant HT	Montant TTC	Subventions publiques
Orientation 1 : Conforter la qualité de vie sur l'ensemble du territoire :				
Objectif 1.1 : Faciliter les mobilités et améliorer l'accès au numérique				
Objectif 1.2 : Valoriser les services de proximité				
Construction d'un pôle jeunesse	3	1 632 629	1 959 155	-
Couverture d'une piscine municipale	2	980 000	-	-
Construction d'une maison médicale	3	650 500	-	420 300
Création d'un lotissement	3	276 300	-	165 780
Construction d'une salle de sport, d'une salle associative et d'une salle de coworking dans un bâtiment communal	2	600 000	-	-
Réhabilitation d'une ancienne boulangerie	2	230 266	-	80 593,10
Orientation 2 : Structurer l'économie touristique				
Objectif 2.1 : Structurer l'offre touristique				
Orientation 3 : Répondre aux défis de la transition écologique et énergétique				
Objectif 3.1 : Engager un programme de rénovation énergétique				
Désartificialisation et aménagement d'une cour d'école	3	202 765,00	-	141 900
Objectif 3.2 : L'avenir du territoire passe par le tri sélectif				
Volet technique de demande d'aide pour un projet de prévention et de gestion de proximité des biodéchets	3	470 114,00	-	-
Orientation 4 : Soutenir et accompagner une économie agricole, développer la dynamique économique et l'emploi				
Objectif 4.1 : Accompagner et valoriser une agriculture et une alimentation durables au plus près des besoins locaux				
Objectif 4.2 : Développer la dynamique économique : un territoire pour entreprendre, innover et travailler				
Création d'une zone artisanale	2	100 000	-	-
Objectif 4.3 : Gestion de l'eau, préservation de l'environnement				
Projet d'interconnexion des services d'alimentation en eau potable	3	11 500 000,00	-	-
Orientation 5 : Valoriser le patrimoine				
Rénovation d'une église	1	-	-	-
Rénovation de deux places - Vieil Hôpital et place de l'Eglise	3	700 000	-	-
Restauration et valorisation du Moulin Virgile	2		0	-
TOTAL		17 342 574	1 959 155	808 573,10